

La bataille de la Gauche atteint déjà un seuil limite. Un pas en arrière serait désastreux

Panagiotis
LAFAZANIS

17 mars
2015



Interview avec le ministre de la Restructuration de la production, de l'Environnement et de l'Energie Panagiotis Lafazanis dans le journal du dimanche "La Presse Libre" (15/3) donnée à Dimitri Gatsios.

Voici la version intégrale :

Question : *En octobre dernier, vous avez déclaré que le gouvernement SYRIZA « va supprimer le mémorandum et ses lois en vigueur dans une nuit et par un acte législatif, avec la même façon qu'on nous les a brutalement imposés ». Qu'est-ce qui s'est passé Monsieur le ministre et on a oublié cette déclaration ? Vous pensez que la dure réalité était plus forte que la volonté du parti avant les élections ou que le gouvernement a reculé devant les prêteurs en ce qui concerne plusieurs de ses engagements ?*

Réponse : Je n'ai jamais déclaré que nous allions supprimer le mémorandum dans une nuit, sauf dans les cas où on a mal interprété ce que j'ai parfois dit. Personnellement, j'avais toujours souligné que les mémorandums et ses lois en vigueur devraient être abrogées par un gouvernement où SYRIZA y participerait et non avec « un coup de force » en l'espace d'une nuit, comme les lois votées et adoptées par les gouvernements mémorandaires, mais avec des procédures parlementaires normales, avec respect aux règlements de l'Assemblée Nationale et de la Constitution. Le premier acte de notre nouveau gouvernement était d'arrêter immédiatement la mise en œuvre du mémorandum, qui était déjà en cours. Les mesures d'austérité et les taxes qui étaient prêtes à mettre en œuvre par l'ancien gouvernement de ND-PASOK se sont jetées à la poubelle après les élections. Notre engagement sur l'abolition totale des mémorandums et leurs lois reste entièrement valable, malgré les grandes difficultés postélectorales et les chantages brutaux de l'extérieur, et il sera totalement mis en œuvre très prochainement. L'abolition complète des mémorandums consiste un lieu d'identité pour SYRIZA et une condition indispensable pour une voie cohérente et progressive dans une perspective de croissance à long terme du pays.

Q : *Est-ce qu'il y a pour le gouvernement un scénario d'élections anticipées ou d'un référendum pour que la Grèce reste dans la zone euro, si les négociations aboutissent à une impasse ?*

R : Le seul scénario pour le gouvernement c'est de faire tout son possible pour affronter l'intransigeance allemande cynique, qui est suivie par les cercles les plus réactionnaires de l'UE, afin de mettre pleinement en œuvre, et avec la plus grande cohérence et stabilité son programme radical. Notre véritable objectif est que les négociations parviennent à un accord positif. Nous n'accepterons pas aucun accord avec les dits partenaires qui va annuler dans la pratique notre anti-néolibérale et progressive orientation. En tout cas, nos engagements

programmatisques seront mis en œuvre jusqu' à la fin et tout le monde dans l'UE devrait être informé.

Q : *Combien de l'eau va mettre dans son vin l'aile gauche de SYRIZA, étant donné du renversement des annonces électorales du parti et de l'acceptation des conditions, qui pourraient être caractérisées comme mémorandaires ?*

R : Vous devez savoir que l'aile gauche n'est pas un parti informel dans le parti de SYRIZA. Au contraire, l'aile gauche représente une tendance dans SYRIZA, qui est basée sur certains paramètres idéologiques en respectant pleinement les principes statutaires du parti. Comme vous le savez très bien l'aile gauche a présenté ses propres opinions particulières sur les décisions de l'Eurogroupe lors de la récente Comité central du parti et qui, d'une manière très succincte, ont été soumises au vote. Par conséquent, je vous assure que l'aile gauche, ne mettra pas de l'eau dans son vin. En ce qui concerne SYRIZA, il donne un grand combat pour débloquer le pays de toutes les formes de néocoloniale tutelle et il n'a pas l'intention de mettre en œuvre des mémorandums et des termes mémorandaires. La bataille de la Gauche dans notre pays et pour notre pays est inégale et nous avons atteint un point crucial. Dans cette phase cruciale nous devons montrer la plus grande détermination et audace, en coupant tous les ponts d'un recul qui serait désastreux. L'audace et les pas en avant sont les seules options qui existent non seulement pour le gouvernement mais aussi pour le pays.

Q : *Comment évaluez-vous la performance du ministre des Finances, Yanis Varoufakis en cours des négociations ?*

R : Les négociations ne sont pas une affaire personnelle de Yanis Varoufakis et sont souvent très mal comprises par de nombreux médias. Les négociations avec l'UE ne sont pas une pièce en un acte personnelle, bien que Yanis Varoufakis donne fortement sa couleur personnelle, mais elles évoluent dans un contexte où le Premier ministre lui-même et les organismes gouvernementaux ont la responsabilité principale. Au-delà ces négociations sont en cours. Leurs premiers résultats ont été discutés dans le groupe parlementaire et le Comité central du Parti où j'ai eu l'occasion de présenter et d'exprimer mon point de vue particulier. Mais les négociations sont en cours et elles ont pris la forme d'un thriller, avec le côté allemand appliquant des tactiques qui nous rappellent des mauvais moments. En ces heures nous devons tous soutenir le gouvernement pour qu'il soit capable de rester debout et inamovible pour défendre et mettre en œuvre la volonté exprimée par le peuple grec aux dernières élections, lorsque pour le gouvernement il n'y en a pas d'autre option.

Q : *Vous avez dit que pour parvenir à un accord on doit mettre sur la table le scénario de sortie de la zone euro. Mais cela n'est pas arrivé. Il aurait dû être mis en place un tel plan ?*

R : Pour parvenir à un accord on a besoin de beaucoup de choses. Cette phase que nous vivons actuellement est très délicate et cruciale et, en tout cas, ce n'est pas le bon moment pour exprimer mes opinions en public, relativement à la zone euro. Ce que je voudrais vivement souligner est que les négociations ne se sont jamais effectuées dans des pièces hermétiquement fermés ou autour de tables luxueuses. Les négociations s'effectuent avec les peuples au premier plan et sur la base de liens formés dehors les réunions à huis clos. En ces heures et en ce qui concerne l'issue de cette tentative, c'est très important la présence des facteurs populaires avec le développement de grandes luttes populaires dans notre pays et la présence d'un grand mouvement de solidarité entre les peuples européens pour aider la formation d'un large front uni. Un front qui revendiquera la défaite des politiques d'austérité et du pillage néolibéral en Grèce et en Europe.

Q : *A votre avis, les six (6) euros supplémentaires par jour, donnés comme pension alimentaire, aux travailleurs de la société public d'électricité (DEH), comme prévu dans la nouvelle convention collective, était correct ?*

R : Personnellement je n'avais absolument aucune implication dans la discussion et la négociation de la nouvelle convention collective signée par la direction de DEH et la Fédération générale du personnel (GENOP). La convention collective était prête avant que je n'occupe le poste ministériel et ainsi je ne pouvais pas avoir d'autre rôle que de respecter le résultat final, dans nos principes non-négociables pour les libres négociations collectives, sans ingérences gouvernementales. Tout autre choix, serait extrêmement nuisible et plutôt antidémocratique tout en posant davantage de problèmes de ceux qu'il voudrait prétendument à résoudre. Au-delà, tout ce que nous devons comprendre c'est que le syndicalisme libre et sans aucune tutelle, avec la pleine liberté sur les négociations collectives, sont les pierres angulaires de la démocratie, de la liberté et de la protection des droits

des travailleurs, avec lesquelles nous pouvons construire une nouvelle perspective dans notre pays. Les décrets gouvernementaux sont toujours faciles. La partie la plus difficile est d'agir comme une société à la démocratie.

Q : *Est-ce que c'est possible qu'on puisse couvrir le vide économique qui a été créé par l'augmentation des dettes échues à plus de 2 milliards d'euros vers la société public d'électricité (DEH), et avec quelle manière ?*

R : La DEH comme une entreprise publique qui est le principal secteur stratégique de l'économie grecque, a beaucoup souffert par les politiques mémorandaires et mise à rude épreuve par les doctrines néolibérales dures dans le secteur de l'énergie et les options de sa privatisation, qui, heureusement se sont définitivement annulées. Malgré les difficultés et les autres problèmes, l'entreprise reste debout et lucrative. Nous croyons que la reconstruction de DEH à laquelle nous allons rapidement procéder, lui permettra de jouer beaucoup plus efficacement son rôle stratégique de développement dans l'économie pour une solution progressiste afin de sortir de la crise.

Q : *Si la commission donne le feu vert pour vendre le Gestionnaire de Réseau de Distribution de Gaz Naturel (DESFA) à la société azerbaïdjanaise Socar, vous serez d'accord ?*

R : Je vais répéter encore une fois que nous attendons la décision finale de la Commission européenne de la concurrence, formelle ou informelle, afin que notre gouvernement détermine sa position finale sur le sujet de DESFA. En tout cas, nous allons procéder dans les meilleurs intérêts nationaux et populaires et bien sûr avec les principes par lesquels nous dirigeons le secteur de l'énergie.

Traduction du grec : Athina Vlachaki

»» <http://syryza-fr.org/2015/03/15/la-bataille-de-la-gauche-atteint-deja-...>